

Revue de presse du 10 au 16 Septembre 2019

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

1.	<u>COI et ses projets</u>
1.1	Coopération régionale
1.2	Changements climatiques
1.3 1.4	·
II. <u>Centres d'intérêts</u>	
1.1	Pêche
	Tourisme
1.3	Développement durable

Coopération régionale

11 septembre 2019

https://www.mada-hotels-consultant.com/actualites-madagascar-ocean-indien



Réunion-Madagascar Didier ROBERT défend l'idée d'une stratégie commune au service de l'activité, de l'emploi et du rayonnement des îles

par MHC



Coopération/économie-tourisme Réunion-Madagascar

Le Président de la Région, Didier ROBERT s'est entretenu, dans le cadre d'un déplacement officiel à Madagascar, avec le Ministre des Affaires Etrangères, Naina ANDRIANTSITOHAINA ainsi qu'avec le ministre du tourisme et des transports, Joël RANDRIAMANDRADRANTO. Deux entretiens sous le signe d'une coopération renforcée autour des questions du tourisme, des échanges commerciaux, de la biodiversité. De véritables enjeux pour les îles et qui exigent de partager une même vision et une même stratégie.

Le nouveau Ministre du tourisme et des transports souhaite ainsi engager une nouvelle étape dans la coopération Réunion/Madagascar autour des atouts d'authenticité et de découverte nature dans la Grande île.

Le Président de la Région Réunion et le Ministre du Tourisme partagent une même vision : le développement de produits combinés mettant en avant notre environnement, et des sports de pleine nature, comme le Golf ou le Kitesurf. Une opportunité de faire davantage travailler ensemble les acteurs du tourisme, de positionner aussi les opérateurs réunionnais des secteurs des loisirs et de construire de grands événements communs. Par ailleurs, parmi les axes d'une stratégie commune Réunion/Madagascar : la conquête du marché asiatique qui s'appuiera sur le partenariat Air Austral-Air Madagascar. Le renforcement du nombre de touristes en provenance de

Madagascar compte aussi parmi les priorités du Ministre qui a rappelé le potentiel que représente aujourd'hui ce marché pour des séjours de courtes durées à La Réunion.

Parmi les points abordés avec le Ministre des Affaires Etrangères : — le prochain sommet de la COI qui se tiendra en Juin 2020 ; — les projets soutenus dans le cadre du programme européens INTERREG V OI dont la Région est autorité de gestion. Sur une enveloppe de plus de 74 millions d'euros, (dont 63,1 millions du FEDER), Madagascar bénéficie de prés de 30 millions d'euros de soutiens et porte avec les partenaires tels que l'AFD, 66 opérations dans des secteurs tels que l'innovation, la biodiversité ou la formation. Ce partenariat participe à consolider les liens entre les deux iles mais aussi à dynamiser les échanges économiques, de savoir-faire et d'expertise. La dynamique économique engagée avec les acteurs réunionnais s'affirme et profite aux populations des deux iles. C'est tout le sens de cette coopération régionale. A ce titre, La Réunion participera au prochain Forum économique qui se tiendra les 17-18 septembre à Tananarive.



Changements climatiques: Fonds vert

11 septembre 2019

https://www.newsmada.com/2019/09/11/fonds-vert-pour-le-climat-madagascar-sy-prepare/

Fonds vert pour le climat : Madagascar s'y prépare

Par Les Nouvelles sur 11/09/2019 • •

Le ministère de l'Environnement et du développement durable (Medd), par l'intermédiaire du Bureau national des changements climatiques, du carbone et de la Redd+ (BNCCC/Redd+), a procédé au lancement du programme préparatoire de la Commission de l'océan Indien (COI) en vue d'accéder aux financements du Fonds vert pour le climat (FVC).

Allant dans ce sens, un atelier national de consultation réunissant toutes les parties prenantes malgaches a eu lieu hier, à l'hôtel Grand Mellis Tsaralalana, pour l'élaboration du « readiness » du pays ou le programme d'investissement climatique. « Cette consultation nationale voit la participation d'une trentaine d'acteurs dans le développement de la croissance verte (bas carbone) basée sur les énergies renouvelables ainsi que dans l'amélioration du niveau de vie de la population et des écosystèmes », a indiqué le directeur national du BNCCC/Redd+, Lovakanto Ravelomanana. Après la validation nationale, ce « readiness » sera présenté à la COI pour confirmation.



Sera R.

Changements climatiques: Fonds vert





13 septembre 2019

http://www.medd.gov.mg/?p=1205

Coup d'envoi à Antananarivo du Programme préparatoire de la Commission de l'Océan Indien (COI), en vue d'accéder aux financements du Fonds Vert pour le Climat



Le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable de Madagascar, par le biais du Bureau National des Changements Climatiques, du carbone et de la REDD+, a organisé un atelier national de consultation avec toutes les parties prenantes malgaches le 10 septembre 2019, à Analakely.

Cette fois, il ambitionne à l'élaboration d'un portefeuille d'investissements climatiques qui sera porté par la suite, par la Commission de l'Océan Indien en vue d'obtenir des Financements du FVC.

Dans le cadre du programme préparatoire de la COI à l'accès au Fonds Vert pour le Climat (FVC), la Consultation de toutes les parties prenantes nationales et un préalable indispensable pour l'identification des besoins nationaux prioritaires qui pourraient être couverts par des programmes régionaux portés par la COI. Pour ce faire, cette consultation nationale est menée avec plus d'une trentaine d'acteurs malgaches actifs dans le développement bas carbone et l'amélioration des populations et des écosystèmes les plus vulnérables.

« Le pays se doit de disposer d'une trésorerie spéciale sur les enjeux du Changement Climatique dédiée par le Fonds Vert pour le Climat, étant donné que nos ressources naturelles possèdent les potentialités nécessaires pour l'atténuation de ce fléau, à l'aide des énergies renouvelables dont l'air, le vent et les courants d'eau, ainsi que les Forêts. Et que principalement, les Forêts localisées sur nos terres sont un moyen de stockage pour l'absorption du Gaz Carbonique dans l'air auquel nous respirons », a expliqué Madame Lovakanto, Directeur du Bureau National du Changement Climatique, du Carbone et de la REDD+.

A l'échelon national, il s'agit aussi de la mise en place de l'entité accréditée pour le programme pays et comme surtout, la Grande île va entamer la « readiness » qui vise l'approbation du Budget de 300.000 USD pour 12 mois, du mois de juin 2019-juin 2020et ce, en étroite collaboration avec les îles voisines.

A l'issue de cet atelier, ces priorités nationales seront discutés à l'échelle régionale au sein de la COI afin que ses Etats membres puissent concrétiser toutes ses idées de projet, en un programme régional d'investissements robustes. Il y a aussi l'identification et la nomination des potentiels candidats à l'accréditation. Les investissements climatiques identifiés et jugés prioritaires au niveau de la COI vont constituer un programme régional prioritaire de l'Océan Indien auprès du FVC. Etant donné que nous faisons partie de la COI, il est à préciser que nous collaborons effectivement, avec la « readiness »qui se trouve et présente à cette toute autre dimension.

Pour plus d'information:

- https://www.facebook.com/Minist%C3%A8re-de-lEnvironnement-et-du-D%C3%A9veloppement-Durable-1833872426859495/
- http://madagascar.niooz.fr/fonds-vert-pour-le-climat-madagascar-s-y-prepare-32772914.shtml

Economie Bleue

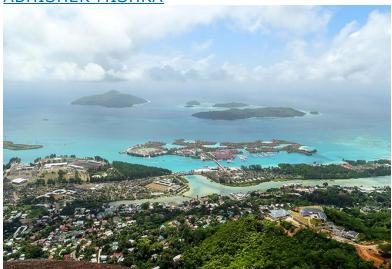


11 septembre 2019

https://www.orfonline.org/expert-speak/championing-africas-blue-economy-agenda-the-seychelles-

Championing Africa's blue economy agenda: The Seychelles way

ABHISHEK MISHRA



Seychelles' current and future prosperity is intrinsically linked to its marine and coastal assets. Fisheries and tourism are the two principle sectors which drives Seychelles' economy, GDP, and creates employment. Incommensurate with its minute population and limited resources, Seychelles has acquired a voice in international affairs and in the field of ocean governance is now recognised as a major facilitator and advocate for maritime security and the sustainable development of the oceans.

Despite its small size, whether measured in terms of its population, landmass, GDP, or the size of its diplomatic service, Seychelles has achieved a significant reputation as a noticeable player within the world of diplomacy and global governance. Two examples indicates this role.

In 2015, for a period of two years, Seychelles assumed the role of chairpersonship of one of the most vital maritime security governance organisation: the Contact Group on Piracy off the Coast of Somalia (CGPCS) operating in the Western Indian Ocean region in which many

countries coordinates their maritime security work, such as capacity building, naval operations, and information sharing. This was the first time the international community placed its trust on a regional country to undertake this major responsibility.

Seychelles is also credited for advocating the concept of blue economy. In January 2018, it launched the <u>Blue Economy Strategic Framework</u>, which articulates Seychelles 'Blue Economy Brand' as a unique comparative advantage, based on its sustainability credentials. Initiatives such as <u>debt for marine swap</u> which seeks to forgive part of Seychelles national debt in exchange for strictly protecting 30% of the EEZ to support climate adaptation, and <u>Marine Spatial Planning initiative</u> for re-organising Seychellois waters, have gained appreciation from the international community.

But despite these two success stories, given such limited human and financial resources, how has Seychelles emerged as an agenda setter in ocean governance? What explains its success story? Four paradigms explains Seychelles' success.

Unique geostrategic location: If one is to evaluate a country's capability in-terms of its material resources such as land, money, people, and energy resources, then Seychelles would fare poorly. However, the archipelagic state is endowed with another valuable capability: its geostrategic position. Located at the center of the Western Indian Ocean, Seychelles' ports in Victoria and Mahe, have been important nodes for international blue water navies for operational turnaround, replenishment at sea, and conducting antipiracy patrols. Seychelles has been able to use its physical location as a diplomatic tool, especially since the outbreak of Somali-based piracy from 2008 that brought Seychelles back on to the geopolitical map. Seychelles has successfully in amassed significant support and investments from the international community in its fight against piracy.

But with successful anti-piracy campaigns, navies faced the challenge of what to do with the arrested piracy suspects. Many countries lacked the will to prosecute pirates due to the operational costs it would imply. Seychelles declared its willingness to engage in piracy prosecution and soon became the main prosecuting state, due to help from The United Nations Office on Drugs and Crime and EUCAP Nestor, two main

capacity building programme in criminal justice sector. Also, countries like India, UAE, US, Denmark and others donated maritime surveillance patrol vessels, boats, and reconnaissance aircrafts to assist the Seychelles Coast Guard.

Seychelles ocean diplomacy: Apart from maritime security, Seychelles has successfully built considerable expertise in ocean affairs and has worked on a blue economy campaign, making it the core concept around which it organises its foreign (ocean) policy. Seychelles' blue economy has developed an integrated approach to ocean-based sustainable development that brings together the three pillars of sustainability: economic, environmental, and social. This is informally known under corporate sustainability as 'people, planet, and profits'. Seychelles has launched world's first Blue Bond, raising US \$15 million from international investors.

From 2011 onwards, Seychelles' Ministry of Foreign Affairs has worked to advance a blue economy campaign. A series of presentation were given at various events like: African Union Summits, at a meeting on African Integrated Maritime Strategy (2013), IORA Economic and Business Conference (2013), Abu Dhabi Sustainability Week (2014) etc. Also, the University of Seychelles launched a Blue Economy Research Institute — James Michel Blue Economy Research Institute — in March, 2014. Seychelles President Danny Faure has also been conferred the "Blue Economy Award" which recognises Seychelles as a champion of the blue economy in the maritime sector, across the African continent and around the world. As an outcome of Seychelles agenda-setting work, the blue economy was included as a core concept in the African Union's AIMS 2050 Strategy.

Political culture: A country's diplomacy depends not just on resources and skills, but also on its people and is thus shaped by culture, history, and experience. Seychelles does not have an indigenous culture or population. Its population includes an amalgamation of descendants of French, African, British settlers, as well as African, Indian, Chinese, and Middle Eastern traders. There is a genuine openness to and appreciation of differences. This mixture of cultures, without a strong devotion to any one of them makes the Seychelles adept at what has come to be known as "Creole diplomacy" as espoused by Christian

Bueger and Anders Wivel. Pragmatism and openness towards all sorts of cultures and nations is how Creole culture works.

Political strategy: As a small state occupying a unique geostrategic location, while Seychelles is vulnerable to great-power meddling, it has been successful in turning its location into a strength. By using its location as a starting point, Seychelles has presented itself as a legitimate actor with regard to blue economy and anti-piracy. By adhering to its principle of openness and not favoring the interests of one partner above another, Seychelles has been able to leverage support for wide-ranging maritime security initiatives.

This hedging strategy has been quite successful and has received support from all major powers active in the region without becoming reliant on any single one of them. The Seychellois government continues to cooperate with a diverse range of nations and organisations on maritime issues. It is an active member of multiple international organisations in the region like IORA, COMESA, SADC, AU, and Indian Ocean Commission. This multi-membership position allows Seychelles to act as a knowledge broker and translate between discussions in these multilateral settings.

Limitations: Although Seychelles success has been remarkable, there are certain limitations as well. One limitation is small administrative capacity. With a diplomatic staff of just around one hundred people, sometimes it becomes difficult to partake in all negotiations. However, while its small governmental capacity and small size of its foreign service might be interpreted as weakness, they can also be understood as strengths. With the ministries in close proximity and staff moving regularly between ministries, it becomes easier to coordinate between establish effective means of ministries and communication. Administrative and bureaucratic hurdles can be avoided. This is of particular importance when it comes to addressing cross-cutting issues like sustainable development, maritime security, alleviating poverty or the blue economy.

The diplomatic work of Seychelles is indeed a surprising success story. With a large number of island economies reliant on ocean resources, there has been an international debate on how to utilise these resources in a sustainable way for the benefit of mankind. It is here

where Seychelles with all the expertise it has gained knowledge, made technological advancements, and has assumed a leadership role.

Seychelles' diplomatic work clearly shows how and why factors such as a country's location, expertise, culture, and smart strategies make a major difference. Seychelles is now an important and reliable partner of the international community. By acting as an innovator and experimenting with new ways of thinking, Seychelles has maximised its influence in the international debate on ocean governance and has successfully championed Africa's blue economy agenda.

Sécurité alimentaire : PRESAN



Septembre 2019

http://www.maep.gov.mg/articles-dans-la-presse-septembre-2019/

FAO: Promouvoir le projet PRESAN

Des critères ont été élaborés afin d'atteindre l'objectif global du projet Programme Régional de Sécurité Alimentaire et de Nutrition (PRESAN). C'est ce qu'a déclaré Patrice Talla Takoukam, Représentant de la FAO à Madagascar lors d'une interview à son siège le 05 septembre dernier. L'objectif de ce projet est de faire de Madagascar le grenier de l'océan Indien.

Afin d'atteindre la voie vers la Faim zéro, la FAO contribue à la sécurité alimentaire. Ainsi, dans le cadre de la lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition, un document de référence pour le système des Nations Unies à Madagascar appelé Cadre de Programmation Pays (CPP) a été élaboré pour la mise en œuvre des priorités de la FAO à Madagascar. Ces priorités sont le développement rural notamment sur l'agriculture y compris la gestion des ressources naturelles telles que les ressources forestières, ressources halieutiques et les régimes régissant le secteur d'élevage. De ce fait, le Programme Régional de sécurité alimentaire et de nutrition (PRESAN) de la Commission de l'Océan Indien (COI) a été élaboré dans le but d'atteindre les objectifs du CPP. «Les domaines prioritaires d'intervention de la FAO sont de permettre à Madagascar ainsi qu'aux autres pays d'accroître la production et la productivité agricole, le secteur élevage, pêche ; ensuite de mettre en place des commerces intra régionaux des produits agricoles, d'encourager l'implication des secteurs privés et enfin d'appuyer les renforcements des communautés à la résilience et de travailler sur le problème de la malnutrition», a-t-il expliqué. Ainsi, le renforcement des capacités des communautés les plus vulnérables aux divers aléas climatiques sont également des priorités de la FAO. Par ailleurs, la participation de la FAO à la FIA permettra de promouvoir le programme PRESAN et de démontrer l'intérêt notamment du secteur privé. «La particularité de cette participation à la FIA est la focalisation dans les différentes interventions sur des chaines de valeurs en présentant aux acteurs concernés les études de ces chaînes de valeurs», a-t-il précisé. Des discussions sur les secteurs privés afin de relever les moyens, les problématiques et les problèmes confrontés ont été prévues. Ainsi, la présentation des études entamées depuis des années des filières intra régionales doivent être faite vers la fin de ce mois de septembre afin de tenir la première conférence régionale ministérielle sur la sécurité alimentaire nutritionnelle. Cette conférence présentera l'état des lieux de la mise en œuvre du PRESAN et élaborera des recommandations pour des futurs projets afin que Madagascar soit véritablement le grenier de l'Océan Indien.

Narindra R

Centres d'Intérêts

Pêche



12 Septembre 2019

http://www.seychellesnewsagency.com/articles/11633/Les+pcheurs+de+l%27oca

Les pêcheurs de l'océan Indien se rassemblent aux Seychelles pour discuter du changement climatique et de l'économie bleue

By: Daniel Laurence Édité par Betymie Bonnelame Traduit par: Rudie Bastienne



Les pêcheurs de Praslin (Romano Laurence)

(Seychelles News Agency) - Les pêcheurs artisanaux des pays de l'océan Indien se sont réunis lors d'une session de formation aux Seychelles pour identifier les compétences nécessaires en cogestion, leadership et communication pour faire face aux défis communs.

La formation de trois jours, du 11 au 13 septembre, est organisée par la Fédération des pêcheurs artisanaux de l'océan Indien (**FPAOI**) et l'Autorité des pêches des Seychelles (SFA) à l'hôtel Coco D'Or, dans le district de Beau Vallon, au nord de Mahe.

Le Seychellois Keith Andre, président de la Fédération, a déclaré aux journalistes que les pêcheurs de la région étaient confrontés à des problèmes communs, tels que le changement climatique, qui devait être traité collectivement.

«Nous avons constaté que lors de notre formation précédente, certains pays avaient surmonté certains défis avec lesquels d'autres se débattaient encore et nous avons pensé qu'en partageant nos expériences et nos connaissances, nous pourrions trouver la solution à la porte de nos voisins», a déclaré M. André.

Il a ajouté qu'en se réunissant collectivement "nous avons réussi à accomplir beaucoup de choses formidables, telles que la revendication d'une résolution visant à réduire la **pêche** industrielle des grands opérateurs, qui n'est souvent pas durable".

La formation, qui contribue également à la mise en place d'un plan de cogestion de la **pêche** en ligne et sur piste, est parrainée par le Centre technique de coopération agricole et rurale ACP-UE à titre d'assistance permanente depuis 2017.



La formation de trois jours est organisée par la Fédération des pêcheurs artisanaux de l'océan Indien (**FPAOI**) et l'Autorité de la **pêche** des Seychelles. (Joena Meme) Photo License: CC-BY

Outre le changement climatique, M. André a déclaré que le concept de l'économie bleue constituait également une menace pour les pêcheurs.

«Tout à coup, tout le monde veut un bout de l'océan et cela se fait aux dépens des pêcheurs. Au nom de la protection, tout le monde veut que les pêcheurs disparaissent afin de protéger le récif. C'est pourquoi nous proposons une formation en cogestion et en leadership, car un système de gestion approprié peut permettre à notre profession de coexister avec d'autres activités », a-t-il déclaré.

La **pêche** est le deuxième contributeur à l'économie des Seychelles, un groupe de 115 îles de l'océan Indien occidental.

Le président de l'Association des pêcheurs de Roche Caïman, aux Seychelles, Florant Tirant, a déclaré à la SNA que la formation lui avait appris que la **pêche** ne consistait pas seulement à aller en mer pêcher puis à vendre ce que vous aviez pêché.

«Il y a plus que ça. On m'a appris qu'avec de bonnes compétences en gestion, je pouvais passer d'un petit pêcheur à un autre maintenant capable de gérer son bateau, de financer, de diriger et d'encadrer d'autres pêcheurs par le biais d'une association », a déclaré M. Tirant.

La formation vise également à renforcer les connaissances des pêcheurs et à améliorer leurs compétences en matière de négociation, et fournit des exemples de réussite pour encourager les autres à exercer cette noble profession.

Centres d'Intérêts



Tourisme

10 Septembre 2019

http://ionnews.mu/seatrade-europe-hambourg-les-iles-vanille-en-operation-seduction-aupres-des-

Seatrade Europe Hambourg : Les îles Vanille en opération séduction auprès des croisiéristes



Le Seatrade Europe Hambourg est le salon de référence en Europe pour les croisiéristes maritimes et fluviaux. Les îles Vanille, dont Maurice, y seront représentées cette semaine. L'objectif est multiple : mieux faire connaître Maurice, La Réunion et les Seychelles de même que la zone océan Indien ; capter de nouvelles compagnies de croisières et renforcer le partenariat avec celles qui viennent déjà dans cette partie du monde.

«Nous montrerons que l'océan Indien possède des atouts uniques, en particulier sa culture et sa biodiversité préservée et digne d'intérêt», a déclaré Pascal Viroleau, directeur des îles Vanille.

Des agences réceptives de ces îles seront présentes sur le stand des îles Vanille et de Maurice du mercredi 11 au vendredi 13 septembre dans cette ville considérée comme la métropole du nord de l'Allemagne.

Si les croisières ont connu un bel essor dans la région océan Indien, la compétition sur le plan international reste «très rude», indique un communiqué des îles Vanille. L'offensive s'organise donc en groupe «pour chercher de nouveaux débouchés et diversifier les clientèles», a ajouté Pascal Viroleau. L'opération séduction visera aussi la presse allemande et internationale.

Une étude marketing sera également lancée en marge du salon. «Elle devra permettre de guider les parties prenantes vers des objectifs cohérents, les bonnes compagnies et maîtriser un développement en phase avec les territoires concernés», poursuit le communiqué.

Centres d'Intérêts

Développement durable



10 Septembre 2019

http://www.ipreunion.com/actualites-reunion/reportage/2019/09/16/saint-denis-

Zéro plastique et Elle est sports : retrouvez l'actualité dionysienne de la semaine



Cette semaine, les caméras de Dionycité se sont braquées sur les actions de sensibilisation au recyclage réalisées par la commune, ainsi que sur le dispositif "Elle est Sports". (Photo d'illustration rb/www.ipreunion.com)

Zéro Plastique : c'est l'objectif que s'est fixé la Ville de Saint-Denis. Un objectif qu'elle entend atteindre avec le concours de tous ses habitants en mettant en place certaines actions de sensibilisation. Le dispositif "Elle est Sports" mis en place par la Ville de Saint-Denis a fait sa rentrée. Avec 19 activités à destination des femmes, les Dionysiennes peuvent rester en forme à moindre coût. La caméra de Dionycité était au Chaudron pour un cours de "Body Sculpt".

Pour plus d'infos voire la Vidéo :

• https://www.youtube.com/watch?time continue=124&v=6uIXkKgH H4